

Revue de presse du 2 septembre

« Niet genoeg »

« Niet genoeg, niet nu, niet zo, niet met deze... ». C'est en néerlandais, ce n'est pas la première fois, que **la Libre**, 5, en mode immersion linguistique, résume « les exclusives, le chantage de Bart De Wever qui agacent le champ francophone. »

Le journal reprend et développe les éléments énoncés la veille. « Et la vraie question (cela revient comme une antenne depuis des semaines), demeure celle-ci : a-t-il envie, lui Bart De Wever de conclure un accord. Tant que les francophones n'auront pas cette conviction-là, la méfiance demeurera. »

« En face, les partis flamands semblent enclins à laisser la N-VA aux manettes à leur place. *« Il faut d'abord un axe PS-N-VA. Il n'est pas illogique qu'ils négocient à deux, dit un négociateur flamand (non cité). « Et pourquoi pas ne pas embarquer Joëlle Milquet dans la négociation sur la scission de BHV ? C'est elle, poursuit cette source, qui nous posera le plus de problème sur BHV. En clair, le cdH est intéressé par la périphérie bruxelloise, le PS est intéressé par l'argent pour le refinancement de Bruxelles et Ecolo ? On ne sait pas. Ils ne parlent pas souvent ».*

« Nous ne sommes pas des Serbes »

Il est également question de **Joëlle Milquet** dans un épinglé (**Libre**, 4), à propos du ring de Bruxelles. « Une de ses demandes, formulée il y a 8 semaines, a eu le don d'ulcérer tant le CD&V que la N-VA ». Elle relayait la demande bruxelloise d'un accord de coopération entre les différentes régions à propos de la volonté flamande de vouloir fermer d'autorité certains accès ou sorties du ring pour des raisons environnementales, celles de Hoeilaart et celle de Tervueren. « Côté flamand, on a interprété cette demande comme une intolérable ingérence dans la politique intérieure flamande. *« Avec ce genre de demande, Joëlle Milquet prend vraiment les Flamands pour des Serbes. C'est un peu comme si on voulait encercler la capitale et couper tous les points d'accès », se plaint-on encore avec véhémence dans le camp flamand ».*

Maître du jeu mais indécis

Sous le titre « **Zwarte Piet** », Francis Van de Woestyne – édito de **la Libre**, 64 – analyse la stratégie de Bart De Wever qui révèle, selon lui « **une double faiblesse** ». « En tentant d'évacuer le SP.A et Groen !, il veut masquer une douloureuse réalité : le front flamand s'est brisé. En voulant négocier avec les grands partis (PS et MR), il cherche la paille chez les autres alors qu'une poutre l'aveugle. C'est évidemment lui qui ne veut pas ou ne peut pas accepter l'accord que le préformateur a conçu.

Un accord est possible. Tout le monde le dit, même le CD&V. Le « Zwarte Piet » est dans les mains de Bart De Wever qui est en même temps le maître du jeu et le dos au mur. Il faut qu'il quitte sa position de nationaliste buté pour devenir l'homme qui a enclenché la révolution copernicienne. »

« **Bart De Wever, le cheval et l'obstacle** », écrit Martine Dubuisson (**Le Soir**, 4). Bart De Wever est un responsable politique indécis qui renâcle devant l'obstacle. La grande majorité

de ses électeurs veut une solution et il sait que son intérêt est qu'il y en ait une. Mais sa conviction intime est très radicale. Il doit donc choisir entre ses convictions et ses intérêts ».

Elio Di Rupo rencontre Bart De Wever et le CD&V ce jeudi avant de se rendre chez le Roi. « **Oui of nee ?** », titre le Soir, 4. Quant au CD&V, « il veut encore y croire. C'est donc sans doute aussi sur le CD&V que le préformateur compte aujourd'hui pour faire pencher la balance ».

« **L'avenir du CD&V n'est pas nationaliste** », déclare Mark Eyskens, interviewé par le Soir, 4. « *Mon parti n'a aucun intérêt à apparaître comme le caniche de la N-VA. Nous sommes des démocrates-chrétiens, dans un parti de solidarité et si nous voulons rester un parti populaire, nous avons besoin d'alliances avec les grands groupes sociaux et économiques dont les syndicats chrétiens qui sont tout sauf nationalistes* ».

William Burton (Le Soir, 13) analyse **la méthode Di Rupo**. « Sa méthode, le continuum, par périmètres, a fait avancer la négociation. Le problème est que la complexité des dossiers est telle qu'avec un minimum de mauvaise volonté, les accords-cadres peuvent rapidement induire des lectures très différentes ».

Il revient sur l'opinion de Vincent de Coorbyter, directeur du Crisp, parue mardi, pour qui la N-VA n'avait pas tort de dire que les négociations sur le refinancement des Communautés et des Régions pourrait s'enliser. « *Si l'objectif de la N-VA était d'arrêter la négociation, commente Pierre Verjans, politologue à l'ULg, c'est réussi. Mais son but était de donner un maximum de chance qu'elle aboutisse en exigeant plus de précision et d'efficacité, cette pause pourrait avoir ses vertus* ».

Ne dites pas Bruxelles ou Brussel, dites « Brussels »

« **Il faut refinancer Bruxelles, aujourd'hui** », déclare Charles Picqué (Le Soir, 5). « Son refus de la refinancer pourrait laisser supposer qu'on veut l'affaiblir ».

« **Brussels** » vaut bien une messe », estime Luc Van der Kelen (le Soir, 15), nouveau venu dans la rubrique « Le Stoemp flamand ». Il la défend comme Région à part entière, s'insurge contre le **paternalisme** qui voudrait soumettre les Bruxellois à la curatelle des Flamands et des Wallons.

« *Bruxelles, dit-il, est une « cosmopole », à l'image de New York et Londres. La plupart des Bruxellois, qu'ils soient Flamands ou francophones sont avant tout des Bruxellois et puis seulement des flamands ou des francophones. (...) Ce n'est pas non plus une ville francophone. Le français y reste dominant, mais elle a l'anglais pour deuxième langue, l'arabe comme troisième et puis seulement le néerlandais. Une telle évolution ne peut que se poursuivre* ». Bref, ne dites plus Bruxelles ou Brussel, mais « Brussels », en anglais dans le titre.

L'Echo, 3 ajoute une analyse économique. « **La Région bruxelloise est menacée d'asphyxie**. Désargentée, la Région capitale suffoque déjà », tandis que **Jean-Luc Vanraes**, le ministre bruxellois du Budget (Open VLD) *en a ras-le-bol de la N-VA et des Flamands qui disent : pas de chèque en blanc. La Région de Bruxelles est l'entité qui vit le plus selon ses propres*

moyens. Nous avons déjà fait les plus fors efforts de toutes les entités du pays. On a déjà repoussé beaucoup d'investissements ».

Tous les journaux francophones se penchent sur le sort de **Kim Geybels**, « cette N-VA Babe » qui n'aura brillé qu'un été », titre **le Soir**, 17. Elle aura succombé à deux chocs médiatiques. Car il y en avait déjà eu un, moins grave, avant l'affaire de drogue en Thaïlande qui la contrainde à démissionner, lorsque ses tenues légères avaient émoustillé la Flandre.

Régionaliser la Justice ?

« Justice régionalisée, magistrats partagés », titre **la Libre** en manchette, en comparant les propos de Jean-Louis Franeau, premier président de la cour d'appel de Mons, pas du tout hostile à l'idée de régionaliser la Justice et ceux de Ghislain Londers, premier président de la Cour de cassation qui émet des craintes.

« Scinder ? Méfiance dans les Palais », titre **le Soir**, 7, en mettant en exergue le fait que le monde judiciaire supporte mal de ne pas être consulté sur le projet de régionalisation de la Justice. Ghislain Londers se dit inquiet. Il craint le coût de pareille réforme ».

Pression sur les Verts

La Libre Belgique, 6, s'intéresse à la rentrée des gouvernements wallon et de la CF. « La pression se focalise à nouveau sur la branche verte ». Paul Piret appuie son analyse par la charge de Willy Borsus contre Ecolo la veille dans **l'avenir**. « Il se disait, hier à Namur, que la situation fédérale est telle qu'il ne fait pas écarter des retombées qui pourraient surprendre, tandis que le MR fait passer : regarder comme nous sommes raisonnables ».

La situation fédérale impliquant un appel aux libéraux ? « Avec nous, les discussions seraient évidemment très différentes, déclare Didier Reynders dans **la Dernière Heure**, 8. Il y aurait un projet francophone autour de la table, dans lequel on donnerait plus clairement des compétences au Régions des financements et des responsabilités. Mais ce n'est pas le choix qui a été fait ». « Un choix qui semble foireux », ajoute Gérard Deprez.

Le Soir, 6, présente le dossier chaud du décumul. « PS, cdH et Ecolo pourraient s'entendre pour réduire le nombre de cumulards à 25% de chaque groupe parlementaire. Selon Pascal Lorent, « l'Olivier pourrait ne pas suivre l'avis du Conseil d'Etat pour qui instaurer un décumul partiel est de la compétence du Fédéral, le critère du taux de pénétration est inique pour départager les « cumulards », ce critère a posteriori empêche le citoyen de juger a priori l'effet de son vote. »

Cet avis amène du scepticisme chez certains négociateurs qui ajoutent qu'en 2014, lorsqu'il prendra effet, les Verts, instigateurs de la proposition, ne feront peut-être plus partie du gouvernement.

« Le moral des exportateurs wallons est excellent »

« Jean-Claude Marcourt sensibilise les attachés économiques wallons à la Belgique de demain », titre la **Dernière Heure**, 8. « Nous sommes confiants, commente l'attaché wallon

aux Pays-Bas. Pour l'instant la carte de visite mentionnant l'ambassade de Belgique constitue encore une plus-value. Si cela doit changer et que nous ne sommes plus que Wallons, ce sera plus facile car on saura qui nous sommes. Le moral des entrepreneurs wallons tournés vers l'étranger est excellent. Les Wallons n'ont plus peur. La France est devenue un marché naturel, les Pays-Bas également ».

La Commission européenne vient de transmettre une liste de 28 questions au Gouvernement wallon, sommé de s'expliquer sur le bienfondé de la Caisse wallonne d'investissement (**L'Echo**, une et 8). La Commission va jusqu'à demander de justifier l'existence de cette Caisse, dans la mesure où la Région a déjà créé des organismes publics ayant un but similaire à celui de la CIW (SRIW, Sowalfin, Sogepa)

La Libre, 10, évoque le « goût amer du décret inscriptions », Françoise Bertiaux se disant choquée par « l'autosatisfaction unilatérale de Simonet ».

Une bonne affaire

« Les banques apportent 700 millions au budget 2010 », annonce l'Echo en manchette. Le gouvernement fédéral a réussi à rendre les actions obtenues en juin comme dividende de BNP Paribas, avec une plus-value de 10%. Cette rentrée porte à 1,2 milliard les recettes provenant des banques cette année. Le journal prévoit un return de 9,4 milliards en cinq ans, ce qui revient à 6,9 milliards quand on déduit les frais relatifs aux emprunts dans les banques. « Une bonne affaire », commente l'édito de **L'Echo**, 2.

« La difficulté pour la présidence européenne, ce sera la présence physique » (Joëlle Milquet)

Et pendant ce temps, les ministres fédéraux travaillent. **« S'ils sont en retrait chez nous, ils sont d'autant plus présents à l'Europe »**, écrit **L'avenir**, 2, 3, en chapeau de son dossier.

Pour **Joëlle Milquet**, interviewée par le journal, *« ce qui se passe en Belgique n'inquiète pas nos partenaires. Ils savent que nous sommes europhiles et que nous avons l'art du compromis »*.

Martial Dumont évoque son emploi du temps (« autant dire que son agenda est au bord de l'implosion ». « Elle prend ça avec philosophie et sans affolement. *« De toute façon, on doit tout le temps jongler. C'est vrai qu'avec la fin de l'été, les mois prochains vont connaître une montée en puissance, mais les dossiers européens ont été bien préparés »*. (...)

La difficulté se posera quand la présidence imposera une présence physique (titre de l'article), *« quand nous devons par exemple faire un discours au Parlement à Strasbourg. Pour l'instant, c'est limité. On gère au jour le jour »*.